

Communiqué de presse

LVC aux chefs d'Etat à la FAO : il est temps de changer les politiques alimentaires !

jeudi 5 juin 2008, par [La Via Campesina](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2008).

(Rome, le 3 juin 2008) Alors que la FAO s'attend désormais à ce que la faim touche 100 millions de personnes supplémentaires d'ici la fin de l'année, les chefs d'Etat et dirigeants du monde entier sont réunis à Rome pour la « Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire : les défis du changement climatique et des biocarburants » organisée par la FAO.

Le mouvement international de paysans Via Campesina se réjouit de ce soudain intérêt porté à l'alimentation et à la production agricole, mais rappelle aux gouvernements et aux institutions internationales que les crises climatique et alimentaire actuelles ne sont elles pas le résultat d'une catastrophe naturelle soudaine. Elles sont le fruit de décennies de politiques de libéralisation commerciale et d'intégration verticale des activités de production, de transformation et de distribution au sein des agro-industries.

C'est pourquoi, les gouvernements doivent aujourd'hui prendre toutes leurs responsabilités quant à ces crises et mettre en oeuvre des actions déterminées pour les résoudre.

Même si elles produisent des aliments, la plupart des familles de paysans souffrent elles aussi de la hausse actuelle des prix de l'alimentation, aux côtés des travailleurs urbains. La plupart d'entre elles ne possèdent pas la terre qu'elles cultivent, produisent pour l'exportation ou doivent rembourser des dettes, si bien qu'elles peuvent être considérées comme des salariés agricoles.

Depuis des décennies, les pays ont été forcés d'ouvrir leurs marchés et d'importer des aliments. Ils ont perdu leur capacité à se nourrir eux-mêmes, les rendant excessivement vulnérables aux prix du marché mondial. Ceci contribue à expliquer les récentes émeutes de la faim dans différentes parties du monde.

A la faveur du principe de « libre-échange », l'alimentation est considérée aujourd'hui comme une marchandise semblable aux autres, sujette à la recherche de profit et aux spéculations financières. Les actuelles hausses des prix peuvent ainsi être reliées à la spéculation orchestrée par les négociants et investisseurs majeurs puisque la production alimentaire est désormais en concurrence avec celle destinée aux agro-carburants, aggravant d'autant la crise, comme le fait le changement climatique.

De plus, les gouvernements ont démantelé les politiques agraires qui bénéficient aux productions alimentaires et ont soutenu les transnationales productrices de semences, de pesticides, de fertilisants et d'aliments, renforçant ainsi le contrôle de ces dernières sur la chaîne alimentaire. Le développement de l'agriculture industrielle a détruit l'environnement, encouragé la sur-exploitation des sols et contribué largement au réchauffement planétaire (en étant à l'origine de 17,4 à 32 % des émissions de gaz à effet de serre). Parallèlement, les producteurs familiaux ont été évincés de leurs terres et poussés vers la pauvreté. Forts de ces expériences, les paysans et petits producteurs familiaux rejettent dès lors les promesses de la « Nouvelle révolution verte » et des prétendues semences « miracles » que sont les OGM.

Les petits producteurs et paysans familiaux réunis au sein de La Via Campesina déplore que la participation de la société civile à la Conférence de haut niveau de la FAO soit déniée. Ils rappellent aux chefs d'Etat qu'il est temps que les gouvernements se concentre sur une production alimentaire durable à petite échelle et sur les marchés locaux. Ces choix permettront une régénération des sols, une économie de carburant et une réduction du réchauffement planétaire. Ils donneront également des emplois à des millions de paysans, de pêcheurs, de pastoralistes et de tous ceux qui contribuent à nourrir le monde.

Notes pour les media

Les paysans de la Via Campesina, venus du monde entier (Mexique, Espagne, Indonésie, Togo, Mali, Etats-Unis, Brésil, France, Corée du Sud, Paraguay, Nicaragua et Argentine) et présents à Rome sont prêts à répondre aux demandes d'interviews.

Intervenants à la Conférence de presse du 3 juin à Rome :

- Guy Kastler, Confédération Paysanne, Via Campesina
- Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
- Yoon Geum Soon, Association de paysannes coréennes, Via Campesina

Les paysans et leurs alliés organisent une cérémonie symbolique au Temple romain de Cérès, déesse des moissons. Pour plus d'informations sur le mythe de Cérès, merci de consulter le document en annexe.

Plus d'informations sur www.viacampesina.org

Vidéos sur <http://wsftv.net/>

Contacts presse :

Manu Rousso : ++ 39-3490068499

Isabelle Delforge : ++ 39 3491610296

Le Forum de la Société Civile appelle à repenser le système alimentaire

NE REPETONS PAS LES ECHECS HABITUELS

Voir les vidéos sur <http://wsftv.net/>

Rome, 1^{er} juin 2008. A l'aube de la Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, les paysans, les pêcheurs, les peuples autochtones et les organisations non-gouvernementales (ONG) ont déclaré l'état d'urgence populaire.

"Les Gouvernements et les organisations intergouvernementales doivent immédiatement mettre fin à toutes les politiques qui conduisent à des violations du droit à l'alimentation des hommes et des femmes", a déclaré Maryam Rahmanian de l'organisation iranienne, CENESTA.

"Au fil du temps, les politiques de libre-échange ont sérieusement endommagé le système alimentaire, conduisant à la crise actuelle."

Parallèlement à la conférence officielle, les organisations de la société civile ont organisé un forum de cinq jours afin de faire entendre leurs voix et leurs propositions pour sortir de la crise.

Dans leur déclaration « Ne répétons pas les échecs habituels », 800 organisations de part le monde ont appelé à un changement radical des politiques agricoles pour qu'elles soient fondées sur la capacité des petits paysans et paysannes à se nourrir et à nourrir les populations de leurs pays.

"Nous voyons l'urgence alimentaire comme le symptôme d'un échec plus profond de l'ensemble du système - expulsion de communautés locales, commerce dérégulé, changement climatique de grande ampleur, promotion de la production à grande échelle des agrocarburants, spéculation et main mise des multinationales sur le système alimentaire", explique Ndougou Fall du ROPPA, réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest.

"Le risque est grand de voir l'ordre du jour des Nations Unies kidnappé par les grandes entreprises qui veulent nous faire avaler les mêmes solutions que celles qui ont échouées depuis des décennies, comme la « nouvelle révolution verte » en Afrique.« »Nous rejetons l'appel de la Banque mondiale et de l'Organisation Mondiale

du Commerce (OMC) à libéraliser encore plus le commerce international", ajoute Alberto Gomez, membre mexicain du mouvement international paysan La Via Campesina. "Ces politiques ont submergé nos pays de nourriture bon marché, elles ont mis à mal notre souveraineté alimentaire et dévasté nos capacités à produire de la nourriture pour nous-mêmes. Cela nous a conduit à une dépendance totale envers les marchés internationaux. Maintenant que les prix s'envolent, nous ne pouvons plus acheter d'aliments à

l'extérieur."

Thomas Kocherry, membre indien du Forum Mondial des Peuples Pêcheurs explique que le modèle industriel de production alimentaire a également transformé la pêche. *"L'aquaculture commerciale à grande échelle menace dangereusement d'anéantir la pêche mondiale"*, affirme-t-il. *»Les petits pêcheurs ne mettent pas seulement du poisson dans notre assiette, ils augmentent le niveau des stocks de poissons et protègent les écosystèmes qui eux, nous protègent des catastrophes."*

"Nous appelons les gouvernements qui se réunissent à Rome dans les prochains jours à respecter leurs obligations vis-à-vis des droits de l'homme et à écouter les propositions des populations car elles sont directement touchées", conclut Sarojeni Rengam, du réseau d'actions Asie Pacifique contre les pesticides. *"Les paysans sont également des experts en agriculture et ils doivent pouvoir être aux commandes du développement agricole. Les paysans et les paysannes ont le futur dans leurs mains."*

Contacts : Beatrice Gasco (IPC) : ++39-349-8466103

et Isabelle Delforge (La Vía Campesina) : ++39-391610296

Voir la déclaration de la société civile en anglais, espagnol et français sur : www.foodsovereignty.org/new/